

RENTRÉE POLITIQUE 2025

OPINION ET ATTENTES DES FRANÇAIS

Août 2025



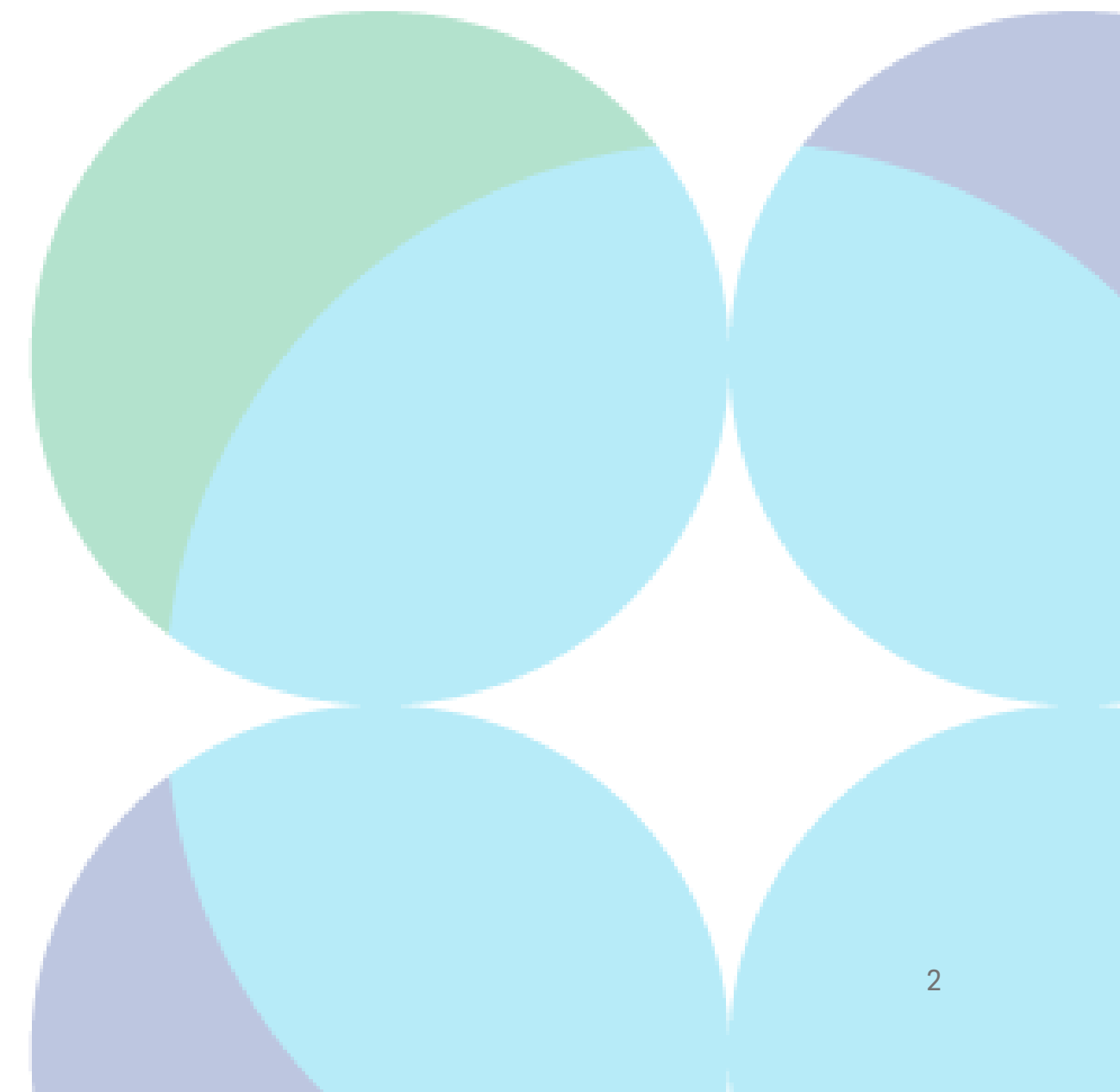
**Destin
Commun**
More in Common France

Destin Commun

Destin Commun est un think tank expert de l'opinion, et des phénomènes de polarisation et de fragmentation qui fragilisent la démocratie et la cohésion sociale.

A travers une méthodologie inédite fondée sur la psychologie sociale, il analyse les mécanismes de division et identifie des lignes de force susceptibles de rassembler les Français, en partenariat avec divers acteurs publics et privés.

Destin Commun est une association de loi 1901, aconfessionnelle et non partisane. C'est la branche française du réseau international More in Common, créé en 2017 et présent également au Royaume-Uni, en Allemagne, en Pologne, en Espagne, aux Etats-Unis et au Brésil.



Méthodologie de l'enquête

Echantillon :

3 013 personnes représentatives de la population française métropolitaine âgée de 18 ans et plus. Représentativité assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession, et région).
Critères de redressement : sexe et âge (croisés), profession, région et vote au premier tour des élections législatives de 2024.

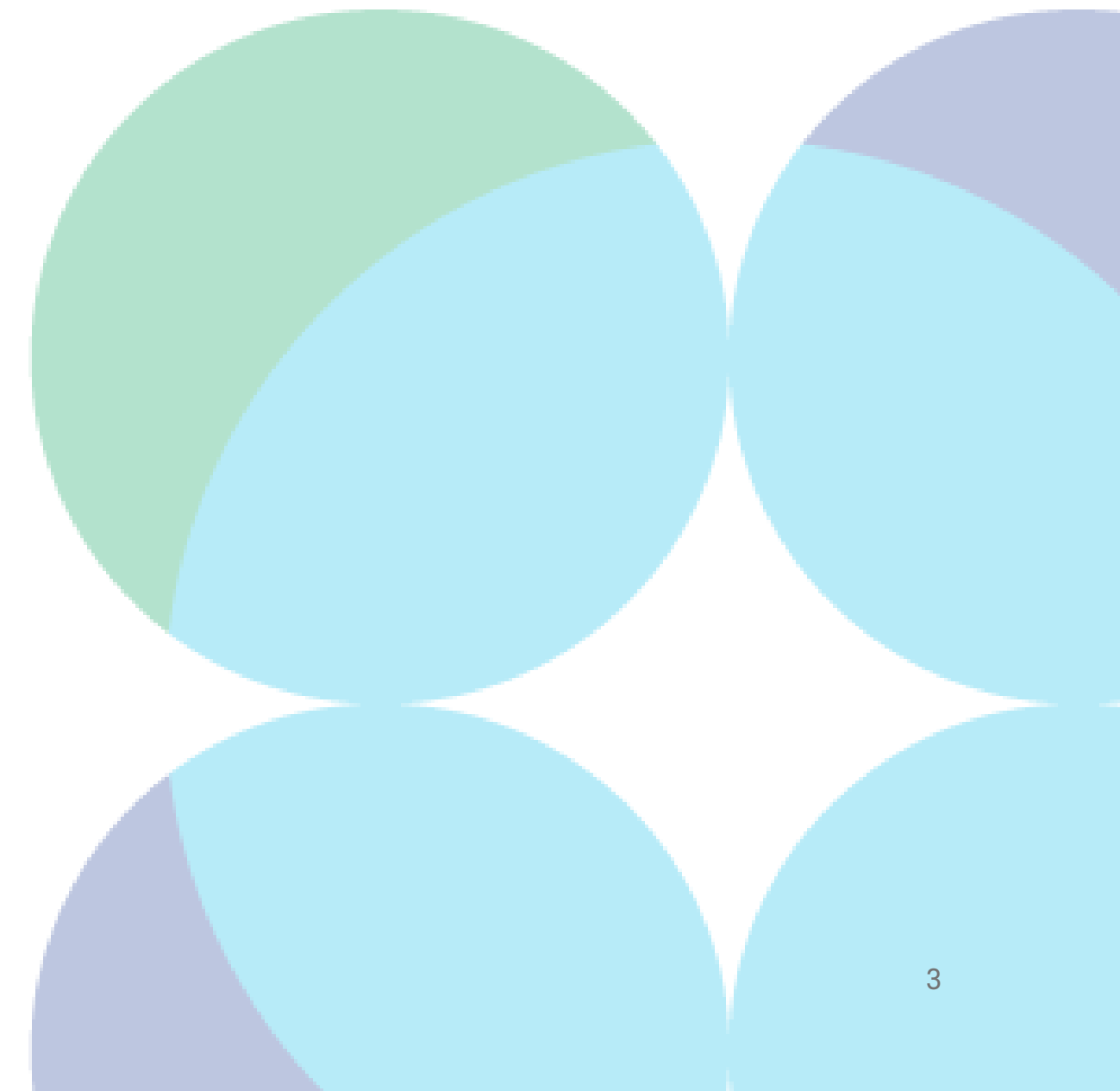
Mode de recueil :

Enquête auto-administrée en ligne

Dates :

Du 25 juillet au 3 août 2025

Les analyses par électorsats présentées dans ce document sont basées sur la déclaration de vote au premier tour des élections législatives de juin 2024.



Synthèse : 7 points clés

L'été 2025 a été marqué par deux actualités politiques importantes au niveau national : la présentation par le Premier ministre François Bayrou d'un plan budgétaire visant à réaliser 43,6 milliards d'euros d'économies sur l'année budgétaire 2026 et la mobilisation contre la loi Duplomb, partiellement censurée par le Conseil constitutionnel début août. Alors que la rentrée politique s'annonce périlleuse pour le gouvernement, l'opinion se montre moins crispée que les oppositions, mais porte une forte demande d'équité et d'exemplarité.

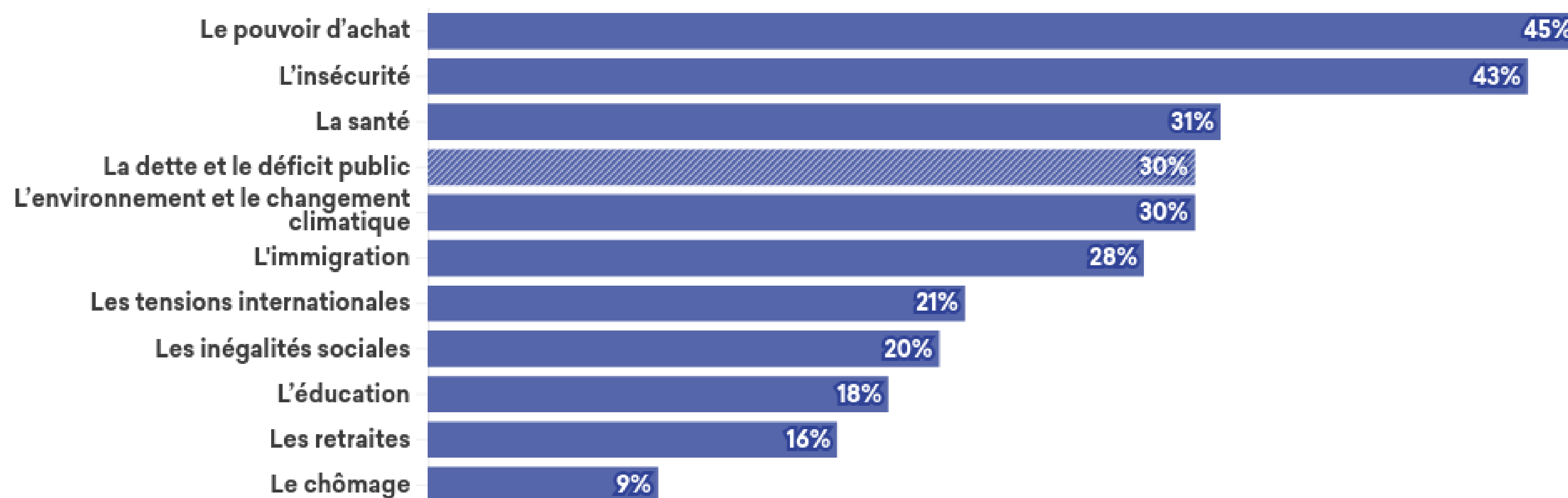
- Si le Premier ministre s'inquiète de la prise de conscience des Français quant à l'importance de la lutte contre la dette et le déficit public, l'enjeu est bien présent dans l'opinion publique. Les Français placent la dette et le déficit public en 4^e position des sujets prioritaires pour le pays, au même niveau que des enjeux installés de longue date tels que la santé et la lutte contre le changement climatique.
- Si le Premier ministre a déclaré le 15 juillet que ces propositions budgétaires appellent à ce que “tout le monde participe à l'effort”, près de 9 Français sur 10 considèrent que les efforts demandés sont inéquitablement répartis. Cette opinion est partagée dans tous les électors, y compris parmi les électeurs d'Ensemble.
- Qui les Français désignent-ils pour rééquilibrer les efforts budgétaires ? Les grands actionnaires et les parlementaires d'abord. Ils se déclarent aussi très majoritairement favorables au gel des dépenses de l'Etat et des ministères (75%), opinion très majoritaire dans tous les électors. Les trois quarts soutiennent aussi une “contribution de solidarité” pour les Français les plus fortunés (76%), ainsi que la proposition de loi dite taxe Zucman (77%).
- A contrario des réactions des oppositions, les Français dans leur grande majorité n'expriment pas de rejet massif des propositions budgétaires avancées par le Premier ministre, et des consensus électoraux se dessinent nettement. Les électeurs du centre et de la droite se montrent ainsi en soutien à une plus grande contribution des plus aisés, et les électeurs de gauche n'expriment pas d'hostilité à un gel des dépenses de l'Etat et des ministères. Certaines mesures avancées suscitent à l'inverse une opposition dans tous les électors : c'est le cas de la suppression de deux jours fériés, rejetée par 74% des Français, ainsi que des efforts sur les dépenses de santé, auxquels s'opposent 67% des Français. De fait, la santé est le 3^e enjeu prioritaire pour le pays aux yeux des Français. Les Français sont en revanche largement favorables à une taxation du kérosène pour les avions.
- L'appel à une plus grande contribution des parlementaires, bien que peu significative au plan budgétaire, traduit une forte demande d'exemplarité, tout en étant la conséquence d'une défiance majeure envers le personnel politique.
- Les Français ne rejettent pas massivement l'ensemble des mesures qui étaient incluses dans la loi Duplomb initialement adoptée par le Parlement, mais expriment pour 30% d'entre eux une grande incertitude sur ces sujets complexes. 54% des Français se disaient cet été opposés à la réintroduction de pesticides interdits depuis 2018 (vs. seulement 16% favorables), mesure censurée par le Conseil constitutionnel. S'agissant de l'utilisation des pesticides, alors que la contestation des agriculteurs se poursuit après la promulgation de la loi sans l'article 2, les Français priorisent les enjeux de santé publique et environnementaux sur les considérations de productivité et de concurrence. C'est particulièrement le cas des femmes, plus préoccupées que les hommes par les enjeux de santé.
- Le pessimisme quant à l'avenir du pays continue de s'accroître dans l'opinion française : 88% des Français considèrent aujourd'hui que le pays va dans la mauvaise direction. Dans le même temps, deux tiers des Français se déclarent satisfaits de leur vie à titre personnel : entre projection collective et réalité individuelle, l'écart demeure très important.

Budget 2026 : réactions et attentes des Français

La dette et le déficit public rejoignent le top 5 des grandes priorités des Français pour le pays

Parmi les sujets suivants, quels sont ceux qui vous préoccupent aujourd'hui le plus quand vous pensez à la situation du pays ?

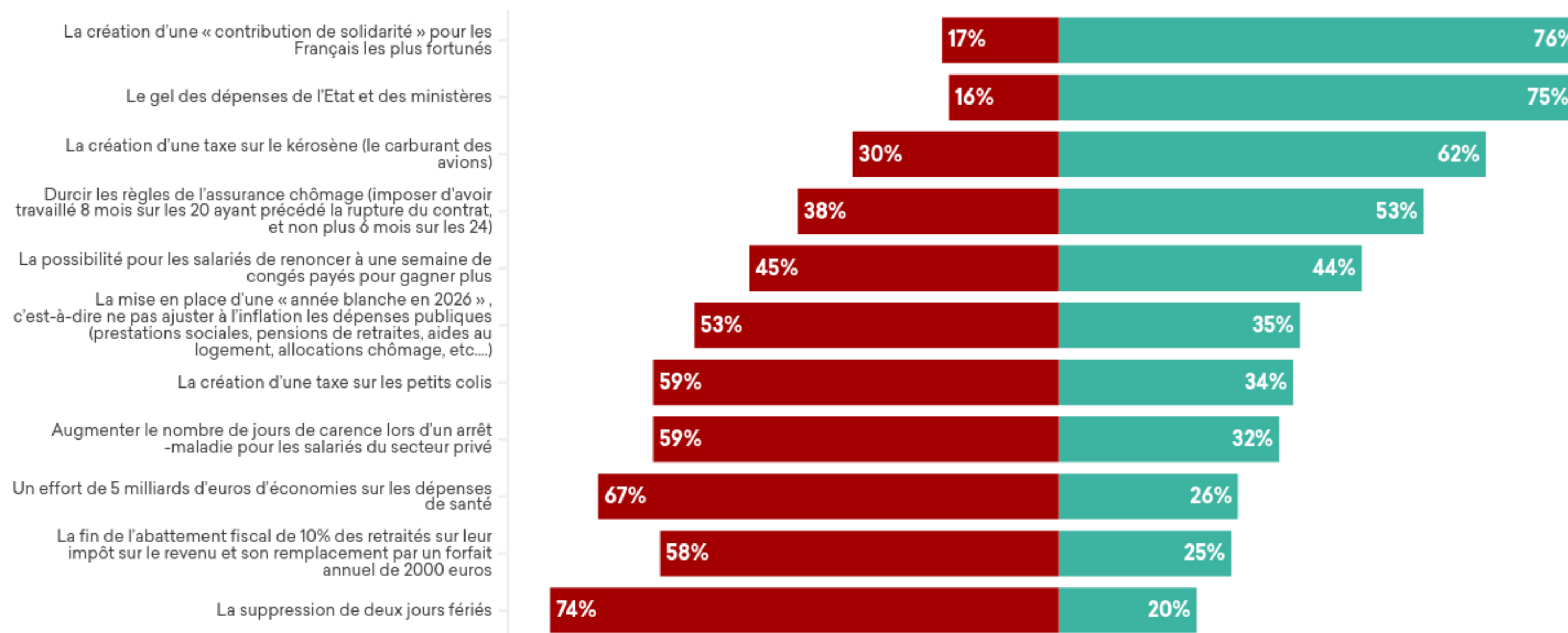
(3 réponses possibles)



Les Français sont très favorables à une taxation des plus aisés et du secteur aérien, ainsi qu'au gel des dépenses de l'Etat, mais très opposés à la suppression de jours fériés et à la réduction des dépenses de santé

Afin de réduire la dette et le déficit public de la France, François Bayrou et son gouvernement ont annoncé une série de mesures pour le budget 2026 pour économiser 40 milliards d'euros. Pour chacune d'entre elles, dites-nous si vous y êtes favorable ou opposé.

● Opposé (tout à fait + plutôt) ● Favorable (tout à fait + plutôt)



Des consensus électoraux possibles sur certaines propositions budgétaires

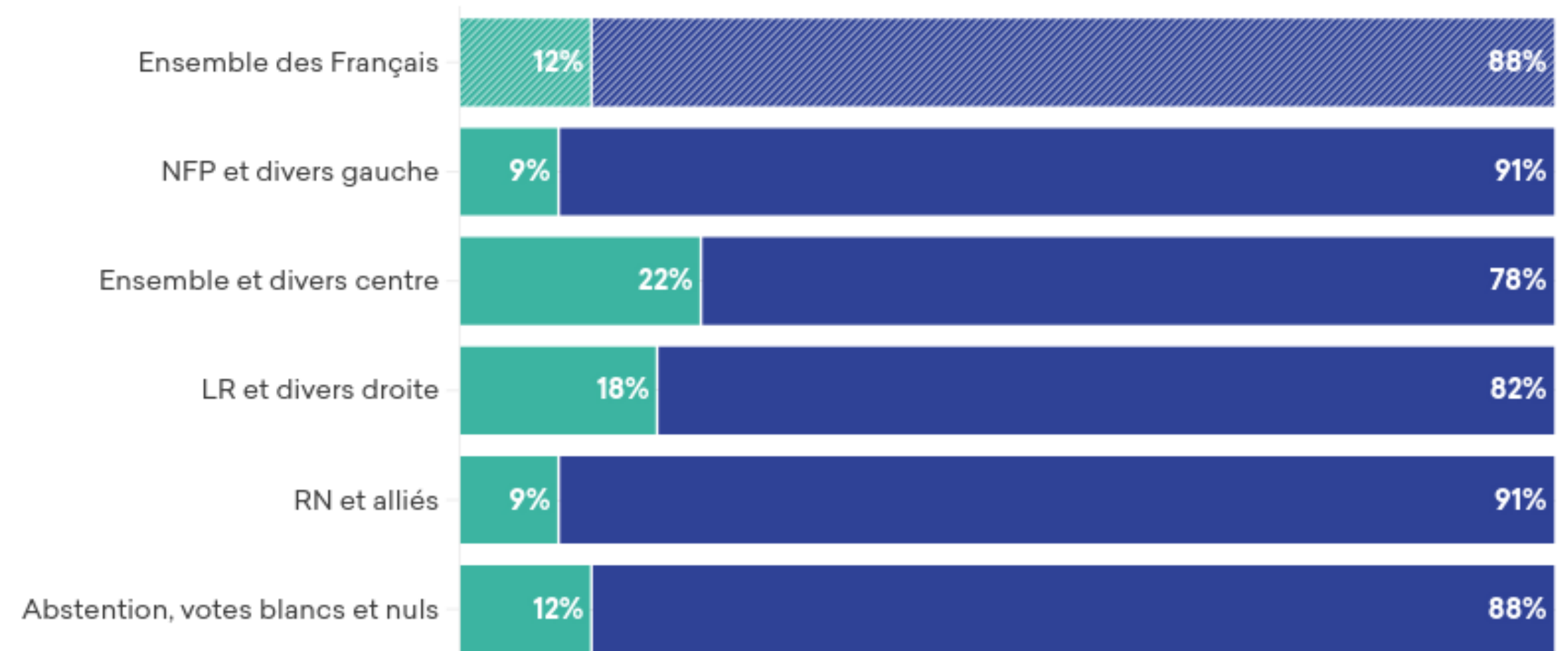
	LFI	Les Ecolo-gistes	PS	Ensemble (Renaissance, Modem, UDI, Horizons)	LR	RN
	Plus 55% favorables	Entre 45% et 55% favorables	Moins de 45% favorables			
La création d’une “contribution de solidarité” pour les Français les plus fortunés						
Le gel des dépenses de l’Etat et des ministères						
La création d’une taxe sur le kérosène (le carburant des avions)						
Durcir les règles de l’assurance chômage						
La mise en place d’une “année blanche” en 2026, c’est-à-dire ne pas ajuster à l’inflation les dépenses publiques						
La création d’une taxe sur les petits colis						
Augmenter le nombre de jours de carence lors d’un arrêt maladie pour les salariés du secteur privé						
Un effort de 5 milliards d’euros d’économies sur les dépenses de santé						
La fin de l’abattement fiscal de 10% pour les retraités sur leur impôt sur le revenu et son remplacement par un forfait annuel de 2000 euros						
La supression de deux jours fériés						

Près de 9 Français sur 10 jugent les efforts budgétaires inéquitablement répartis

La perception d'efforts budgétaires inéquitablement répartis est très nettement majoritaire dans tous les électors. Si les électeurs du NFP et du RN sont ceux qui jugent le plus les efforts budgétaires demandés inéquitables, ils n'identifient pas les mêmes groupes comme devant contribuer davantage (slide suivant).

Selon vous, les efforts demandés dans le cadre du budget 2026 sont-ils répartis de manière équitable entre les différentes catégories de la population ?

- Oui, les efforts sont répartis de manière équitable
- Non, certains groupes sont davantage mis à contribution que d'autres

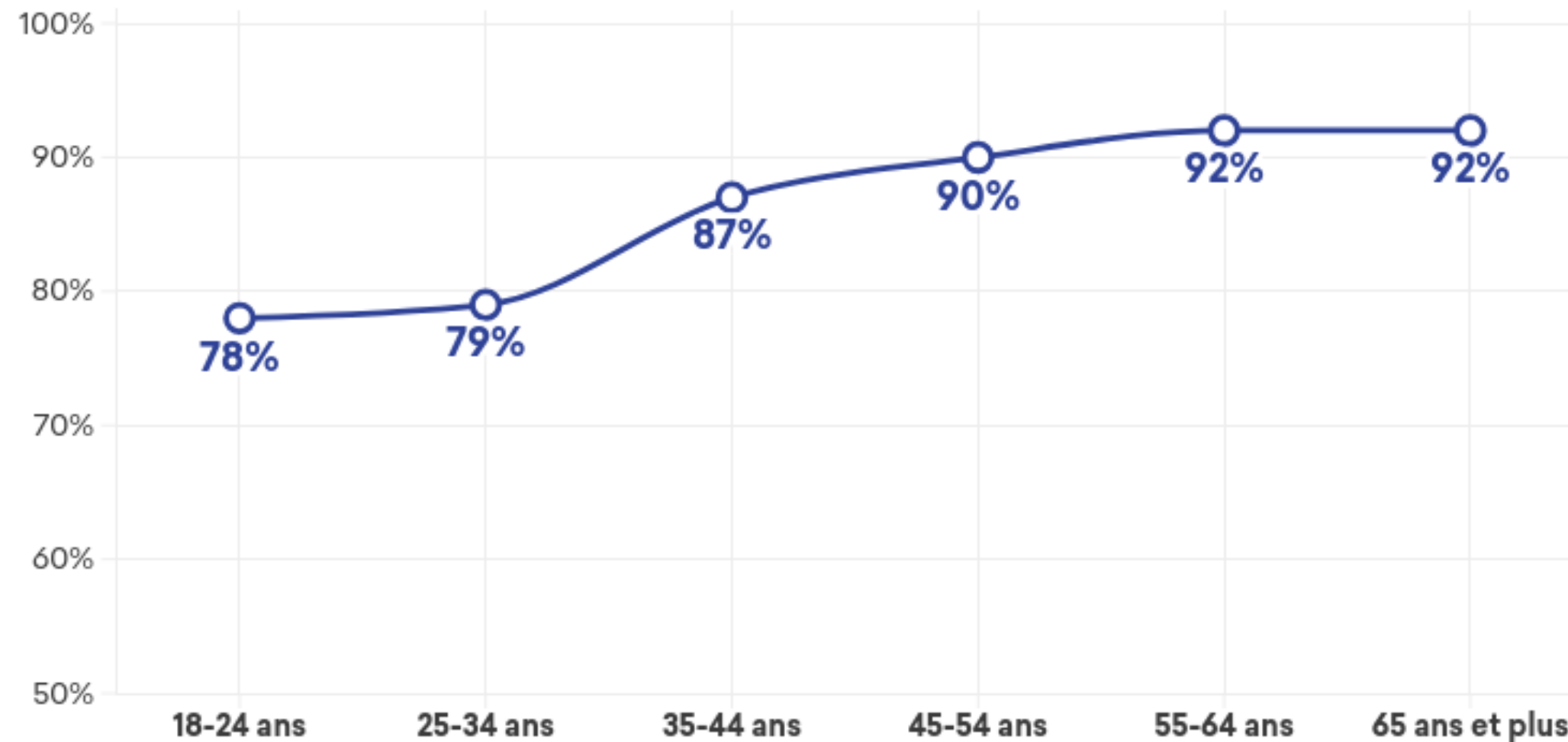


Source : Destin Commun, Août 2025

La perception d'une inéquité dans les efforts budgétaires demandés s'accroît avec l'âge mais est majoritaire dans toutes les tranches d'âge

Selon vous, les efforts demandés dans le cadre du budget 2026 sont-ils répartis de manière équitable entre les différentes catégories de la population ?

Réponse : Non, certains groupes sont davantage mis à contribution que d'autres.

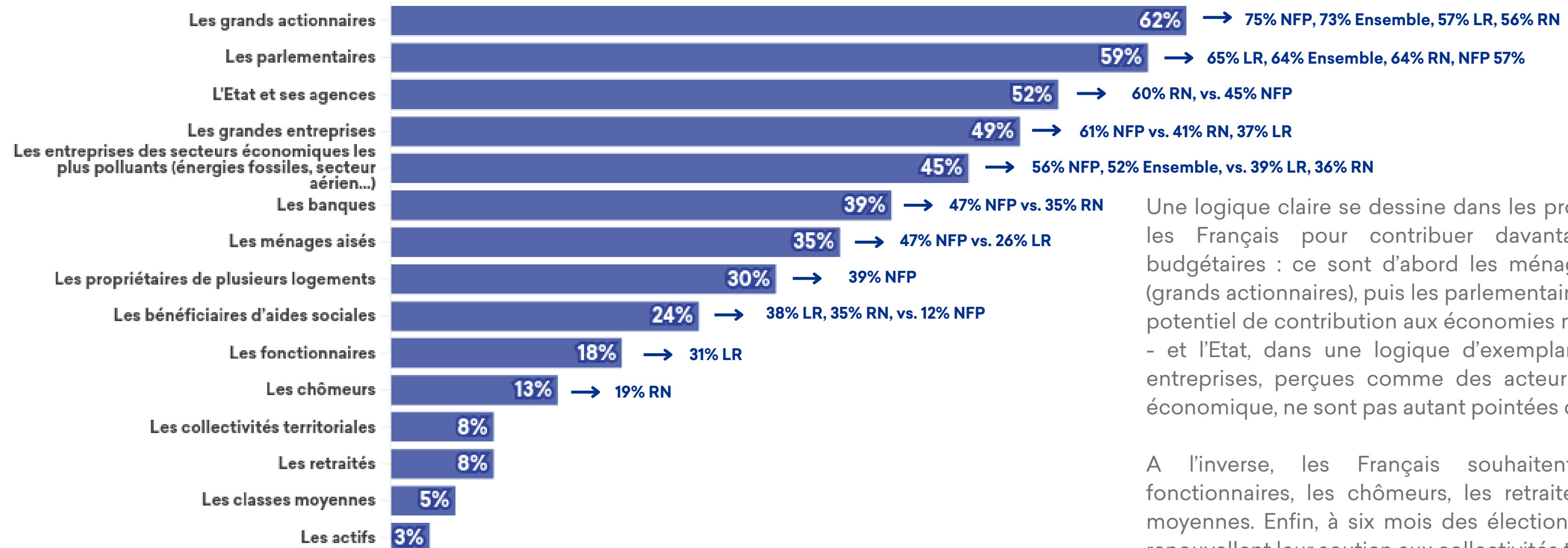


Source : DestinCommun, Août 2025

Aux yeux d'une majorité de Français, les grands actionnaires, les parlementaires et l'Etat devraient contribuer davantage à l'effort budgétaire

Parmi les groupes suivants, selon vous lesquels ne sont pas suffisamment mis à contribution dans la présentation du budget 2026 ?

Parmi les répondants considérant que certains groupes sont davantage mis à contribution que d'autres.
(N=2 642)



Une logique claire se dessine dans les profils désignés par les Français pour contribuer davantage aux efforts budgétaires : ce sont d'abord les ménages très fortunés (grands actionnaires), puis les parlementaires - bien que leur potentiel de contribution aux économies ne soit pas majeur - et l'Etat, dans une logique d'exemplarité. Les grandes entreprises, perçues comme des acteurs du dynamisme économique, ne sont pas autant pointées du doigt.

A l'inverse, les Français souhaitent protéger les fonctionnaires, les chômeurs, les retraités et les classes moyennes. Enfin, à six mois des élections municipales, ils renouvellent leur soutien aux collectivités territoriales.

Malgré son rejet au Sénat, la taxation renforcée des plus grandes fortunes recueille un soutien nettement majoritaire dans tous les électorats

Près de 8 Français sur 10 se déclarent favorables à la proposition de loi dite “taxe Zucman”, qui avait été adoptée par l’Assemblée nationale en février puis rejetée par le Sénat le 12 juin. Si l’électorat LR exprime la plus forte opposition, elle reste très minoritaire (seuls 20% des électeurs LR s’y déclarent opposés).

Le soutien à cette taxe s’accroît avec l’âge : 82% des plus de 65 ans s’y déclarent favorables, vs. 63% des 18-24 ans.

Si la gauche pourrait relancer l’examen de ce texte, le gouvernement, qui craint un risque d’exil fiscal et une fragilisation de l’investissement, travaille de son côté à un dispositif plus restrictif de lutte contre la suroptimisation fiscale.

Une proposition de loi a été déposée pour instaurer une taxe minimum de 2 % sur les 1 800 foyers français qui possèdent plus de 100 millions d’euros. Selon ses promoteurs, elle pourrait rapporter autour de 20 milliards d’euros par an.

Vous personnellement, êtes-vous plutôt favorable ou opposé à cette proposition de loi ?

● Favorable (très + plutôt) ● Opposé (très+plutôt) ● Je ne sais pas



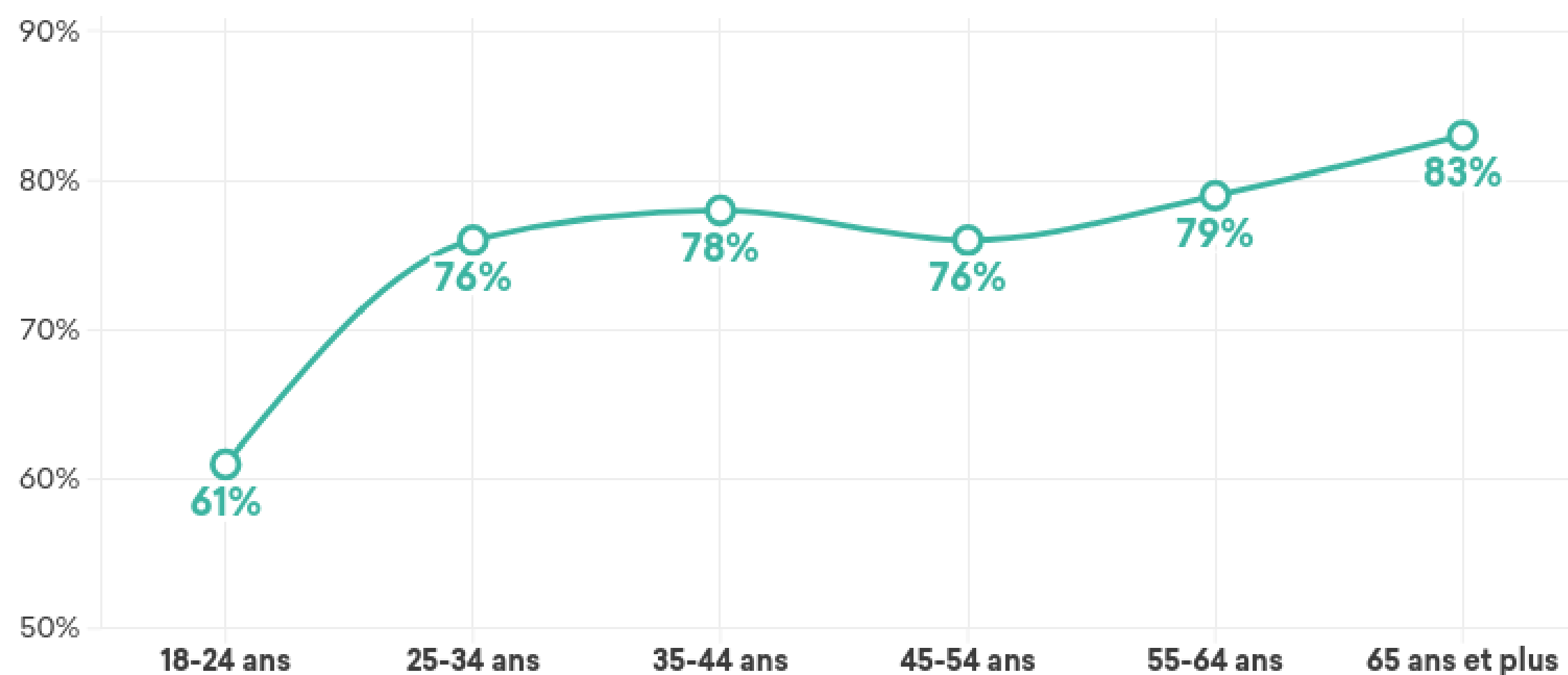
Source : Destin Commun, Août 2025

Le soutien à la taxation des plus fortunés s'accroît avec l'âge

Une proposition de loi a été déposée pour instaurer une taxe minimum de 2 % sur les 1 800 foyers français qui possèdent plus de 100 millions d'euros. Selon ses promoteurs, elle pourrait rapporter autour de 20 milliards d'euros par an.

Vous personnellement, êtes-vous plutôt favorable ou opposé à cette proposition de loi ?

Réponse : Favorable (très + plutôt)



Source : DestinCommun, Août 2025

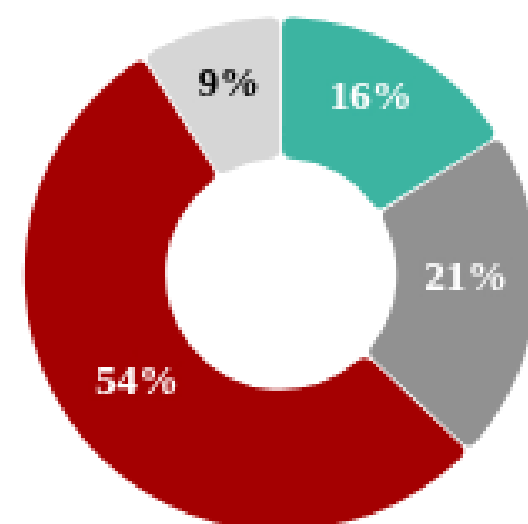
Loi Duplomb : une opinion mitigée, des sujets qui divisent

Loi Duplomb : avant la décision du Conseil constitutionnel, un soutien variable aux différentes propositions, et 1 Français sur 2 opposé à la réintroduction de pesticides

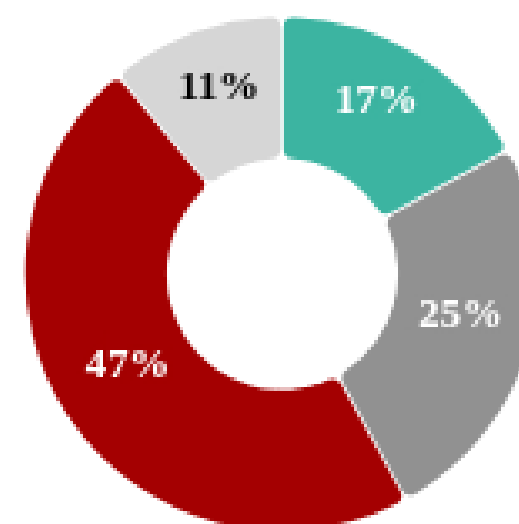
Personnellement, êtes-vous favorable, défavorable ou partagé à propos de chacune des dispositions suivantes qui figurent dans la loi Duplomb ?
(Question posée avant la censure par le Conseil Constitutionnel de l'article 2)

● Favorable ● Partagé ● Défavorable ● Je ne sais pas

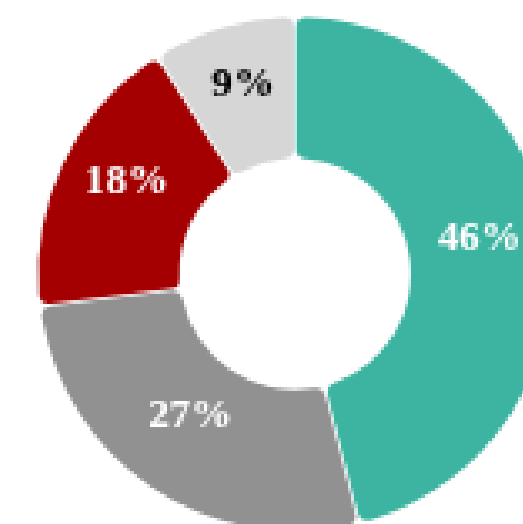
Réintroduction à titre exceptionnel de plusieurs pesticides qui avaient été interdits depuis 2018.



Simplification de la construction et de l'agrandissement de bâtiments d'élevage intensif.



Facilitation de la construction de retenues d'eau (méga-bassines) pour sécuriser l'irrigation des cultures.



Source: Destin Commun, Août 2025

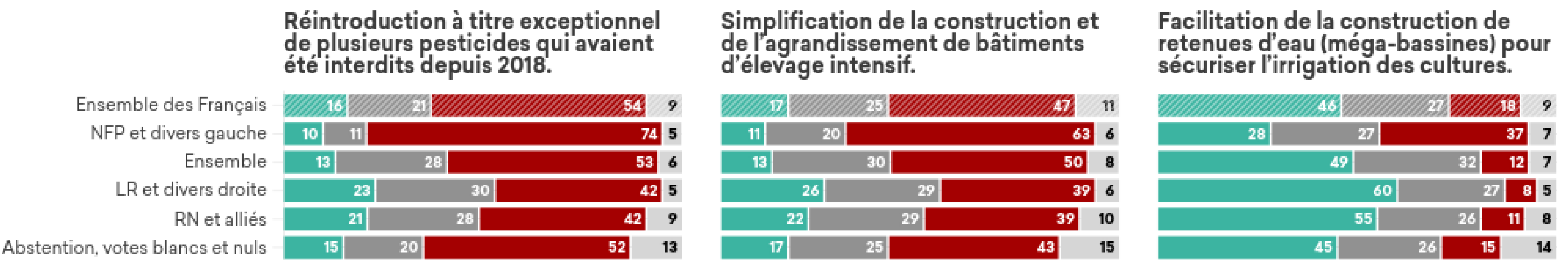
Parmi les trois grands axes d'actions contenus dans le texte de la loi Duplomb tel qu'il avait été adopté par le Parlement mi-juillet, la plus désapprouvée par les Français est la réintroduction de pesticides comme l'acétamipride, interdits depuis 2018. Début août, ils étaient 54% à se déclarer opposés à cette mesure, ensuite rejetée par le Conseil constitutionnel et retirée de la loi promulguée le 12 août, vs. seulement 16% à la soutenir. Le rejet de cette proposition augmente avec le niveau de diplôme (43% des diplômés CAP/BEP vs. 64% des Bac + 5 et plus).

Cet été, les Français n'exprimaient pas pour autant un rejet complet des mesures de la loi Duplomb. Ils sont plus favorables à la facilitation de la construction de grandes retenues d'eau (méga-bassines). Enfin, sur chacun de ces sujets complexes, environ un tiers des Français se déclarent partagés ou n'ont pas d'opinion.

Les mesures contenues dans la loi Duplomb peinent à convaincre les électeurs du camp présidentiel et gouvernemental

Personnellement, êtes-vous favorable, défavorable ou partagé à propos de chacune des dispositions suivantes qui figurent dans la loi Duplomb ?
(Question posée avant la censure par le Conseil Constitutionnel de l'article 2)

Favorable Partagé Défavorable Je ne sais pas



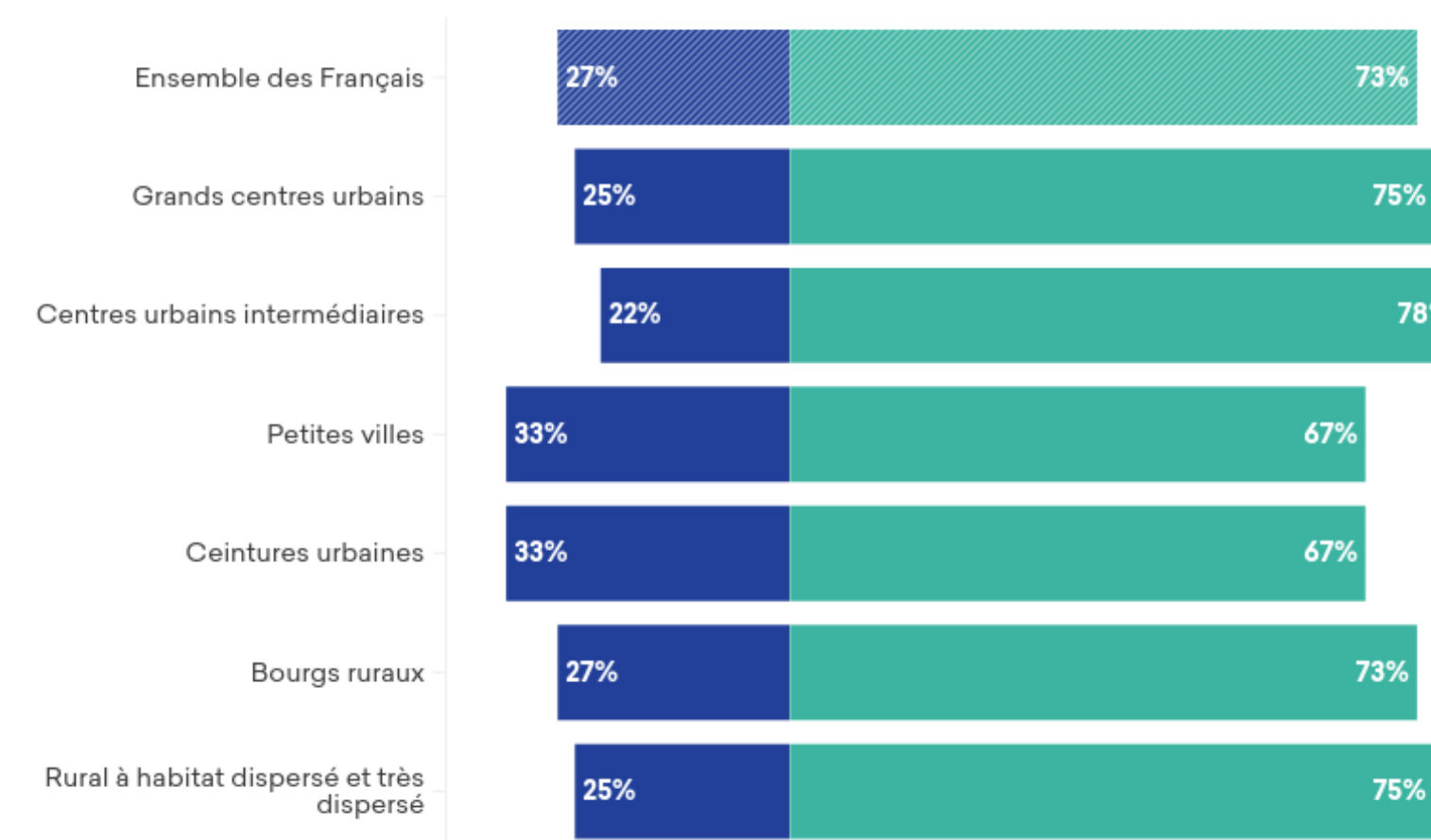
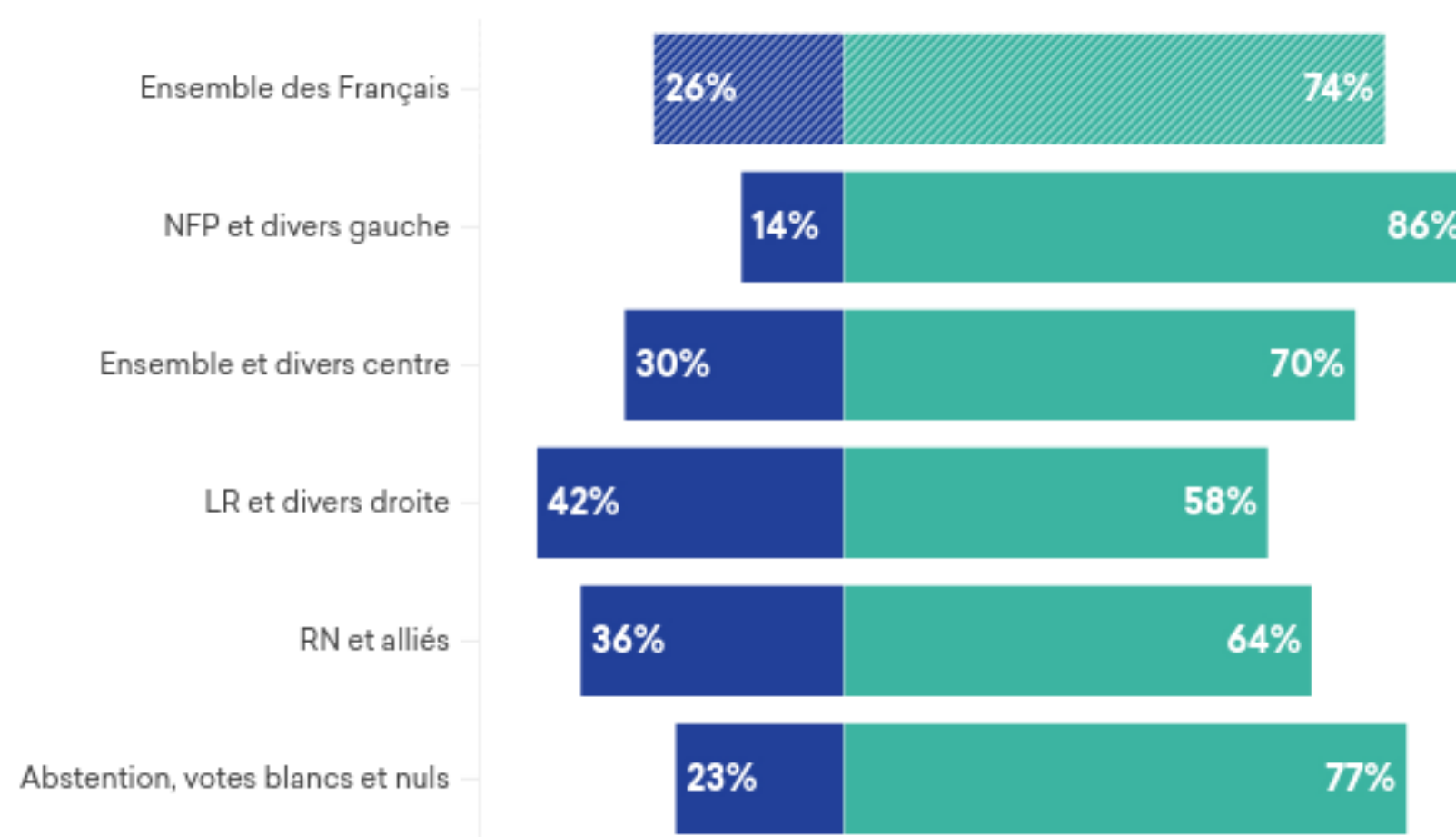
Source: Destin Commun, Août 2025

- Les électeurs du NFP et de candidats divers gauche expriment une opposition très forte à la réintroduction de certains pesticides (74% défavorables) et à la simplification de constructions pour l'élevage intensif. Ils sont en revanche très partagés concernant la construction de retenues d'eau (méga-bassines).
- Les électeurs d'Ensemble et du centre, comme ceux du NFP, rejettent majoritairement la réintroduction de pesticides interdits et la simplification de construction pour l'élevage intensif. Ils se montrent plus favorables que les électeurs de gauche aux méga-bassines sans que cette mesure n'obtienne un soutien majoritaire dans cet électorat. La loi Duplomb peine ainsi à convaincre le principal électorat du gouvernement.
- Les électeurs LR et divers droite et ceux du RN et de ses alliés manifestent une opinion assez similaire sur les différentes mesures de la loi Duplomb : avis plutôt défavorable à la réintroduction de pesticides, sans être majoritaire (42%), opinion très mitigée quant à la simplification de constructions pour l'élevage intensif, soutien majoritaire à la facilitation de construction de méga-bassines.

Plus de 7 Français sur 10 considèrent la réintroduction de pesticides interdits comme un enjeu de santé publique et environnemental, une opinion majoritaire dans tous les électorsats et type de territoires

Parmi les deux affirmations suivantes, laquelle reflète le mieux votre position concernant l'utilisation d'acétamipride et autres pesticides ?

- L'usage de pesticides est nécessaire pour protéger les récoltes, et permettre aux agriculteurs français de faire face à la concurrence, et les risques pour la santé sont résiduels.
- La priorité doit être donnée à la santé publique et à l'environnement : ces produits peuvent présenter des risques pour les écosystèmes et la santé des agriculteurs et des consommateurs, d'autres alternatives doivent donc être privilégiées.



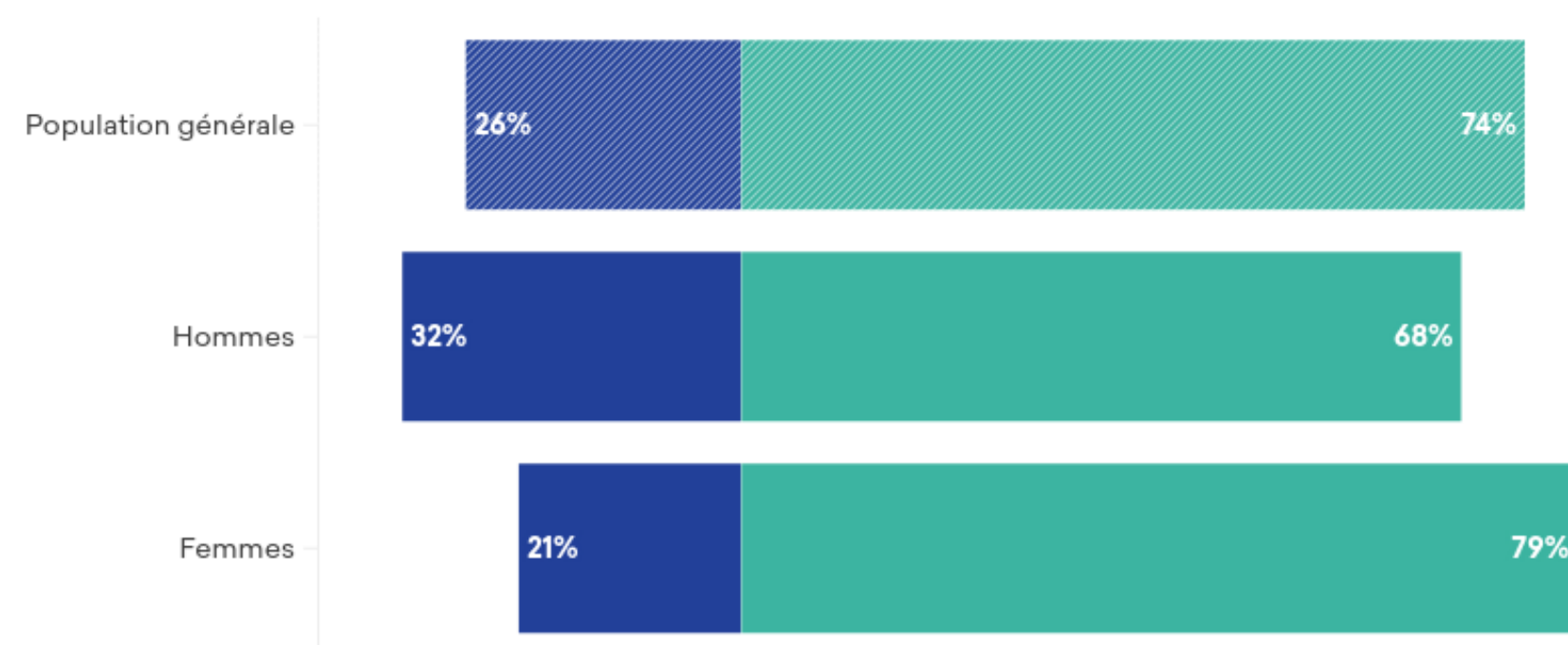
Pesticides et santé publique, un enjeu qui préoccupe davantage les femmes

60%

des femmes se déclarent opposées à la réintroduction de pesticides interdits, vs. 47% des hommes. Cet écart selon le genre ne s'observe pas sur les autres mesures qui étaient contenues dans la loi.

Parmi les deux affirmations suivantes, laquelle reflète le mieux votre position concernant l'utilisation d'acétamipride et autres pesticides ?

- L'usage de pesticides est nécessaire pour protéger les récoltes, et permettre aux agriculteurs français de faire face à la concurrence, et les risques pour la santé sont résiduels.
- La priorité doit être donnée à la santé publique et à l'environnement : ces produits peuvent présenter des risques pour les écosystèmes et la santé des agriculteurs et des consommateurs, d'autres alternatives doivent donc être privilégiées.

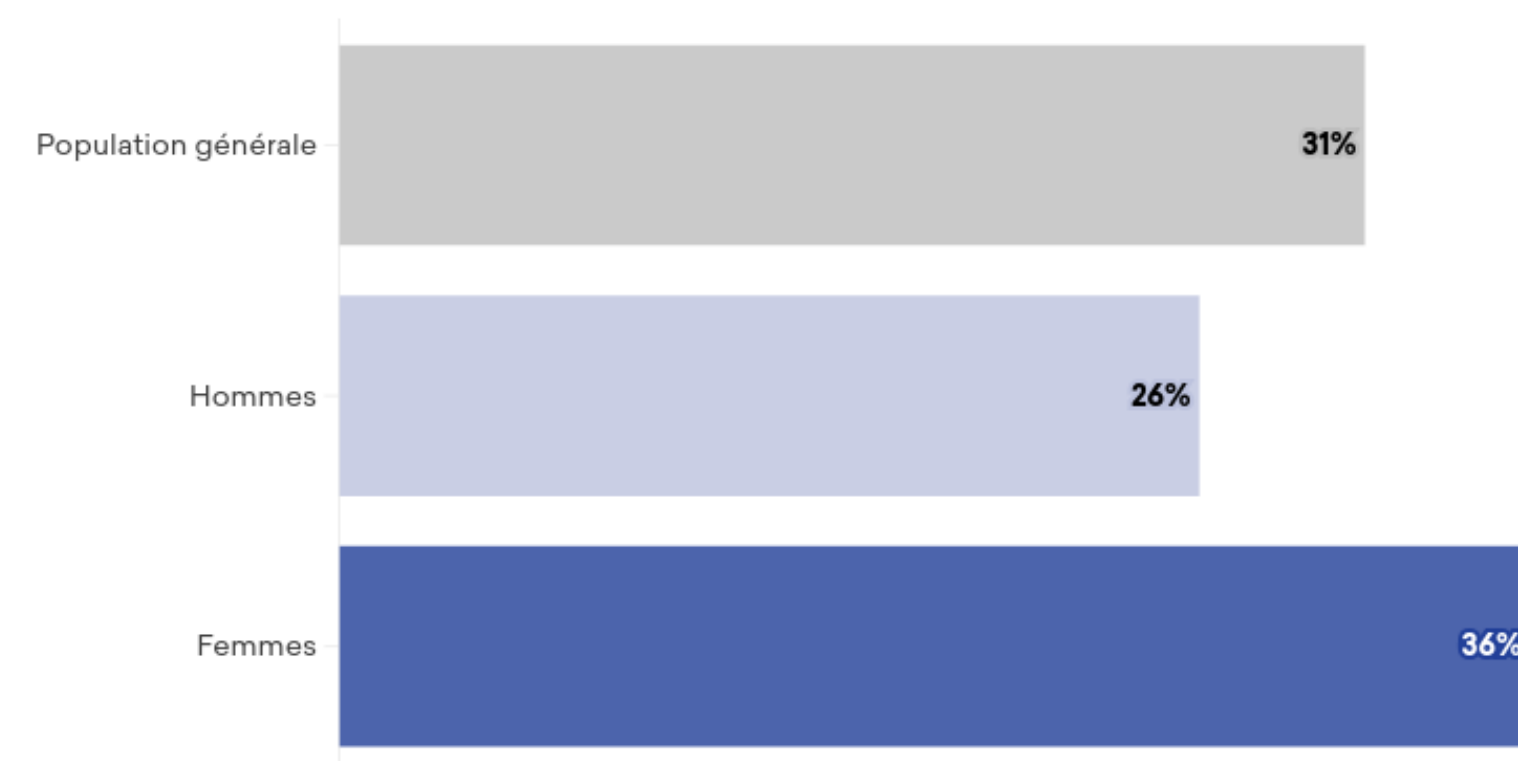


Source: Destin Commun, Août 2025

Parmi les sujets suivants, quels sont ceux qui vous préoccupent aujourd'hui le plus quand vous pensez à la situation du pays ? (3 réponses possibles)

Réponse : la santé

● Population générale ● Hommes ● Femmes

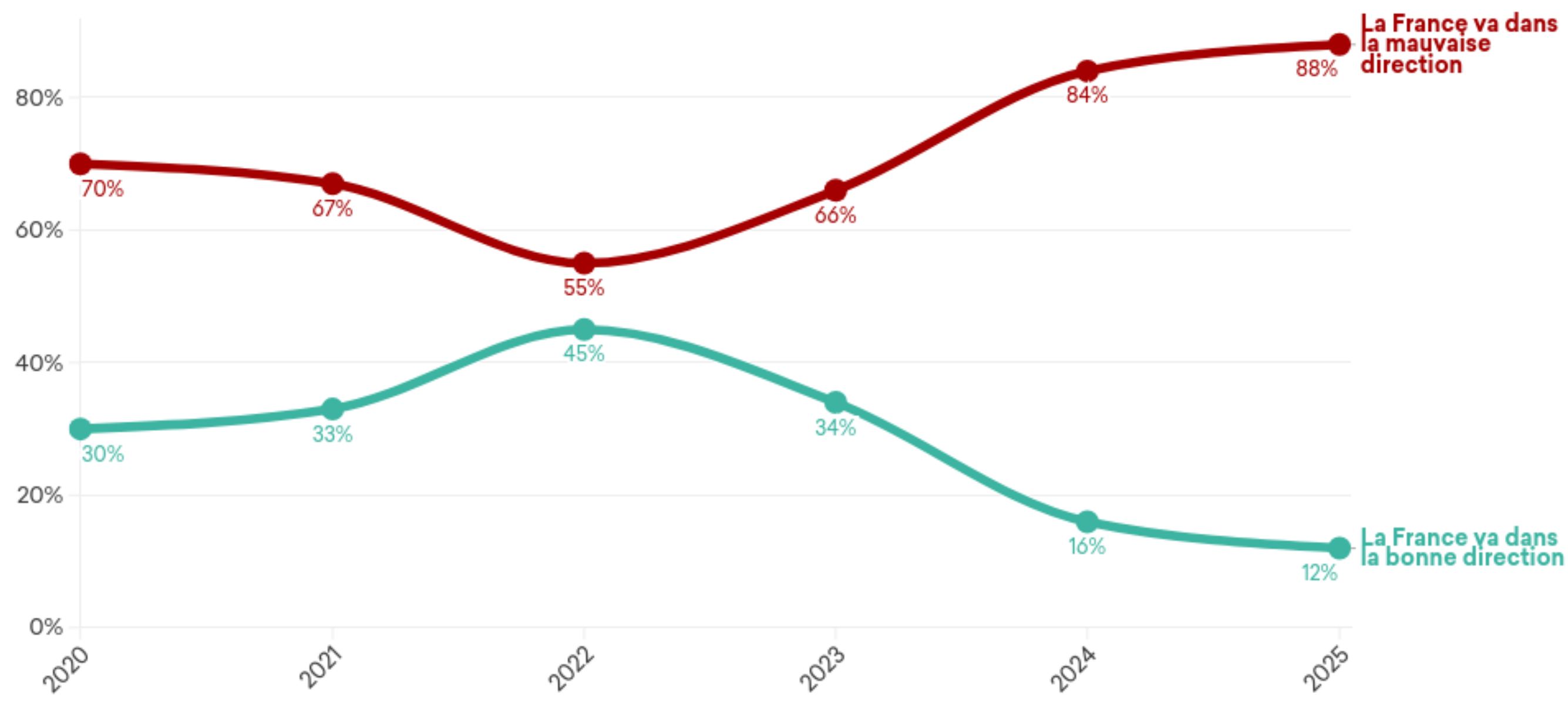


Source: Destin Commun, Août 2025

**Etat d'esprit des Français :
pessimisme croissant et sentiment de division**

Les Français de plus en plus pessimistes sur l'avenir du pays

Diriez-vous que notre pays va...

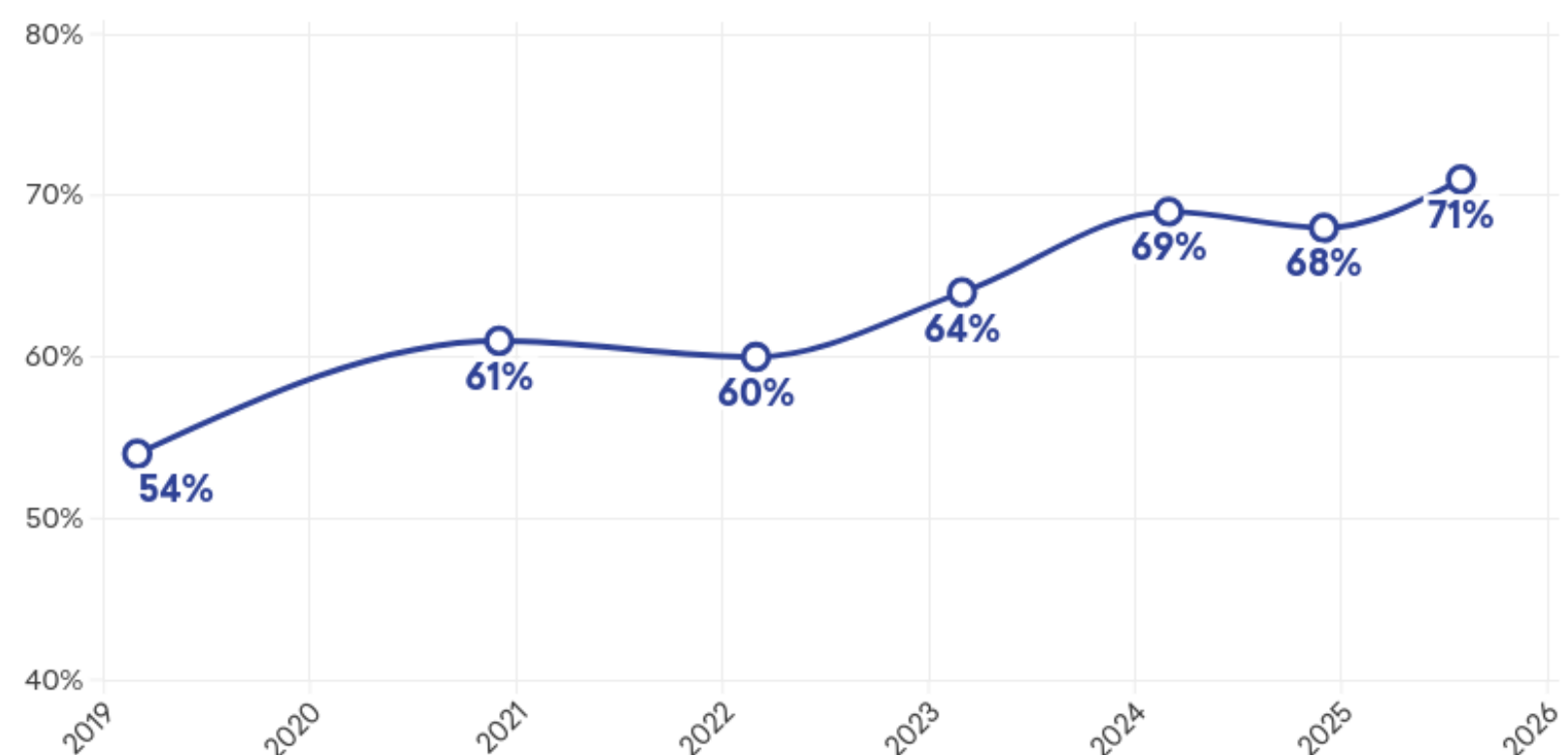


Source: Destin Commun, Août 2025

7 Français sur 10 perçoivent une menace croissante, la demande d'autorité s'accroît en parallèle

"Le monde est un endroit de plus en plus dangereux"

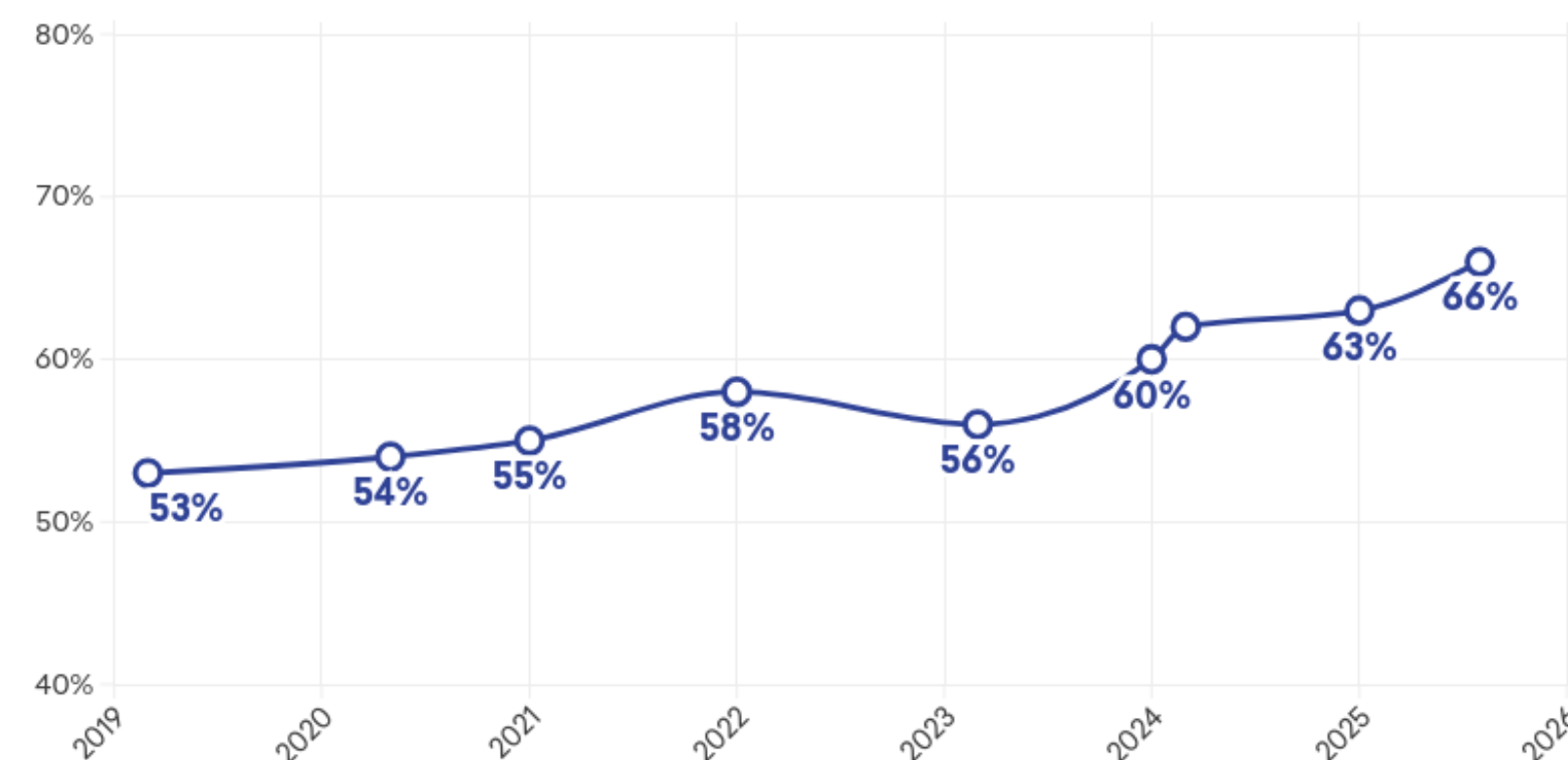
Réponses D'accord (5/6 et 6/6) - Évolutions entre 2019 et 2025



Source : Enquêtes Destin Commun (2019-2025)

"On a besoin d'un vrai chef en France pour remettre de l'ordre"

Réponses D'accord (5/6 et 6/6) - Évolutions entre 2019 et 2025



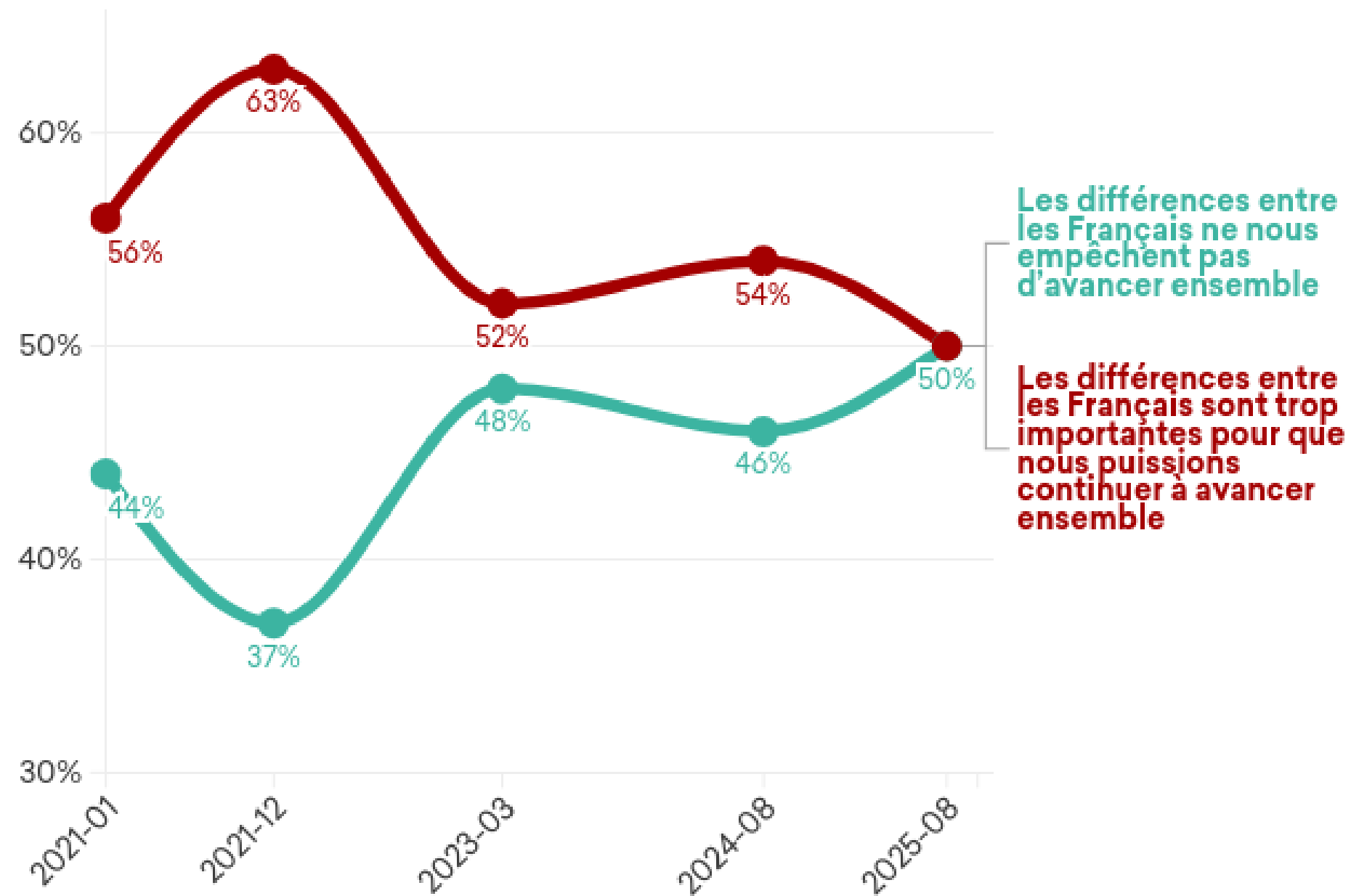
Source : Enquêtes Destin Commun (2019-2025)

Les Français qui perçoivent le monde comme étant de plus en plus dangereux sont aussi ceux qui sont le plus en demande d'autorité et d'ordre.

La perception de la menace est la plus importante chez les électeurs RN (82% voient le monde comme de plus en plus dangereux) et est plus élevée que la moyenne chez les électeurs LR (78%). C'est dans ces deux électorats que la demande d'autorité et d'ordre est la plus élevée : 88% des électeurs RN et alliés, 86% des électeurs LR et divers droite.

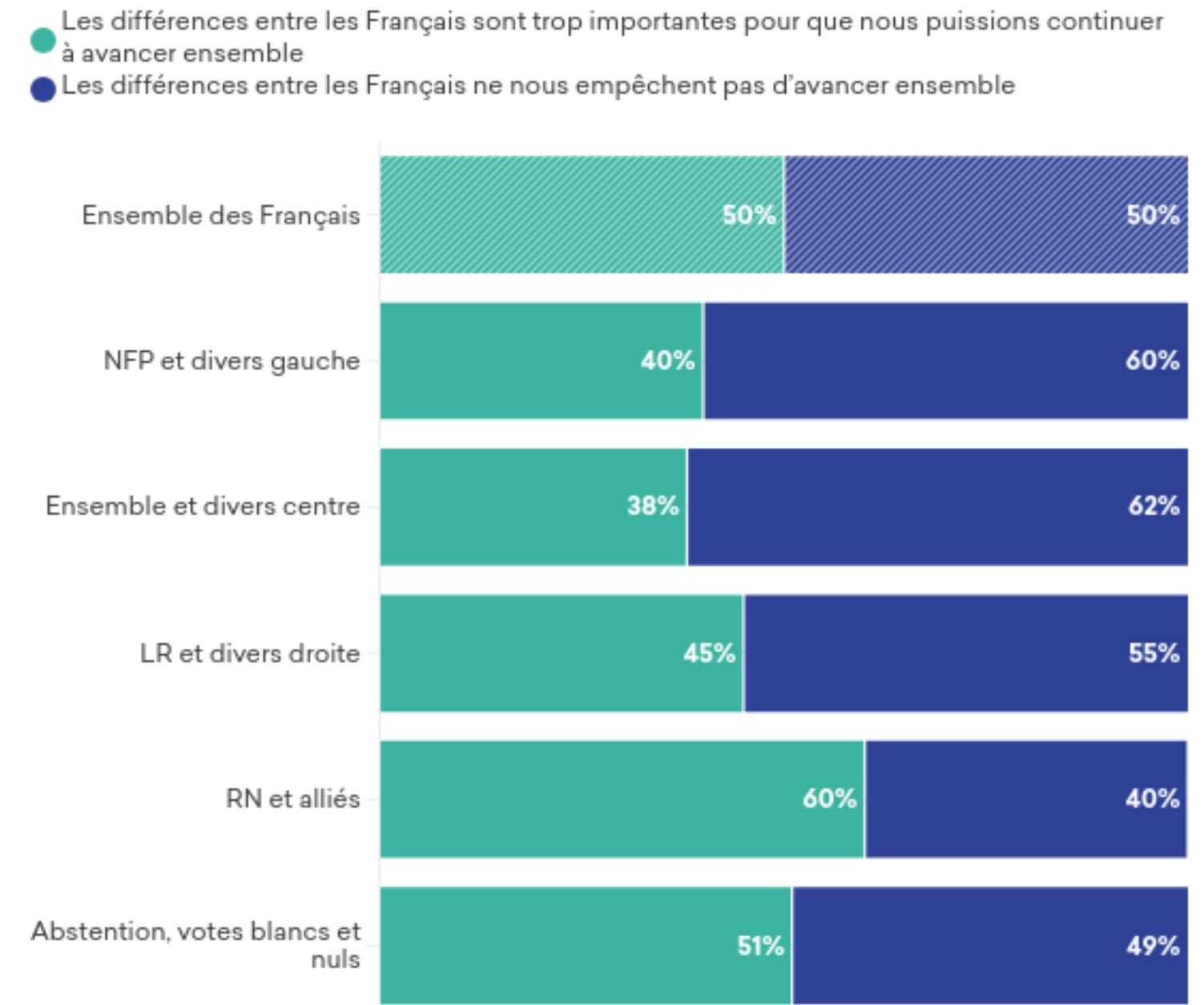
Les Français sont très partagés sur la perception d'une société divisée, qui est nettement corrélée au vote RN

Avec laquelle des affirmations suivantes êtes-vous le plus d'accord ?



Source: Destin Commun, Août 2025

Avec laquelle des affirmations suivantes êtes-vous le plus d'accord ?

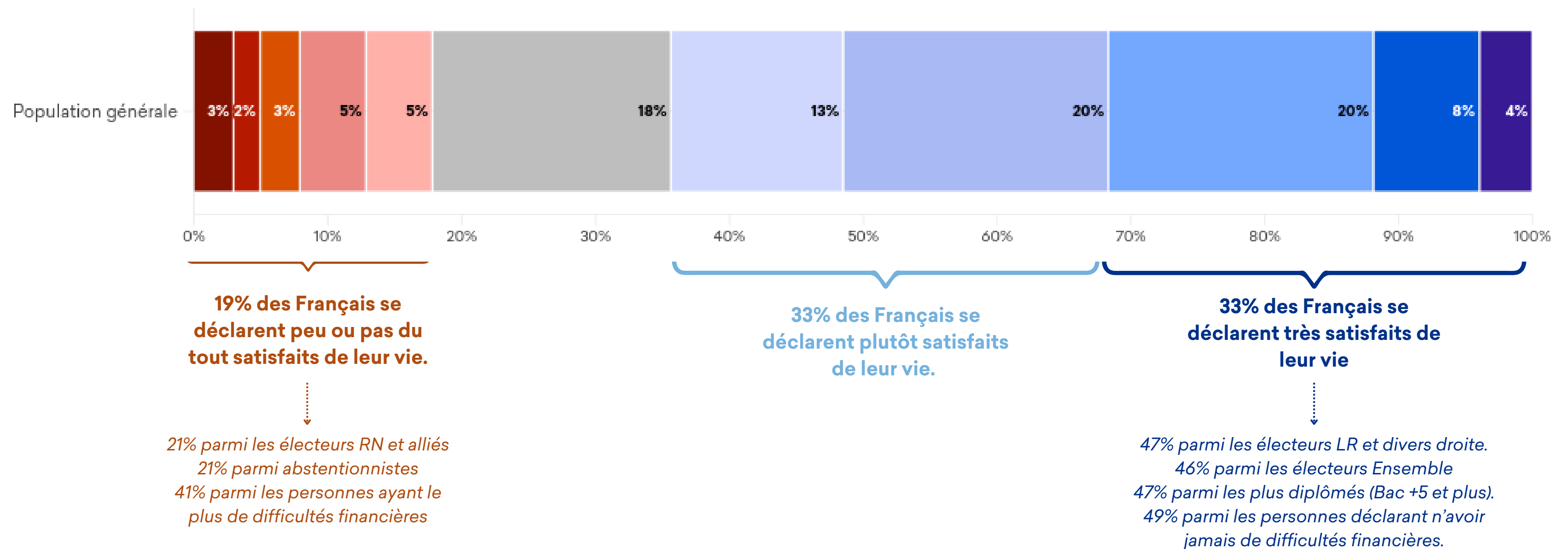


Source : Destin Commun, Août 2025

Les Français pourtant majoritairement satisfaits de leur vie à titre personnel

Diriez-vous qu'aujourd'hui, vous êtes globalement satisfait de votre vie ?

● 0/10 - Absolument pas satisfait ● 1 ● 2 ● 3 ● 4 ● 5/10 - Ni satisfait, ni insatisfait ● 6 ● 7 ● 8 ● 9 ● 10/10 - Tout à fait satisfait



Contact presse :

Marion Cosperec

marion@destincommun.fr

06 62 23 22 52



**Destin
Commun**

More in Common France